



ENTRE DÉCEPTION ET LA VOIE À SUIVRE

Le passage à l'euro en Bulgarie et l'intégration des pays de l'Est

LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE 2004 ET 2007

Cinq conclusions sur l'avenir de l'UE

ENTRETIEN

Konstantin Trenchev – dissident, fondateur de syndicat et témoin contemporain

COMMENTAIRE

L'UE n'est pas une solution miracle

Chers amis et lecteurs, chères amies et lectrices,

Le 26 novembre 1989, peu après la chute du Rideau de fer, j'ai atterri tard le soir sous la neige à Varsovie. Cette date marque le début de ma coopération officielle et intense en tant que Ministre fédéral belge de l'Emploi et du Travail et Ministre-président du gouvernement flamand avec plusieurs pays de l'Europe de l'Est. Dans ce cadre, nous avons organisé des échanges et formations soutenus par les gouvernements, employeurs et syndicats et lancé de nombreux projets via notre Fonds pour l'Europe de l'Est. Les transformations démocratiques en Pologne et dans d'autres pays, la chute du Mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique constituent les facteurs qui ont permis l'élargissement de l'UE le plus important en 2004. Cette édition du magazine de l'EZA revient sur cette période de réunification. Je préfère employer le terme « réunification » car il est question de pays qui ont toujours fait partie de l'Europe. Cependant, l'évaluation de cette intégration n'est pas entièrement positive. Quelle en est la raison ?

L'idée selon laquelle le niveau de vie serait très rapidement similaire partout était largement répandue. Un « manuel » permettant de savoir comment passer d'un marché libre à une économie d'État totalitaire, mais aucune indication sur le passage en sens inverse n'était fournie. Par conséquent, l'expérimentation figurait à l'ordre du jour tout comme la restructuration d'entreprises telles que réalisées par la Treuhand afin de rendre les entreprises rentables et renforcer l'économie. Une augmentation du chômage était évaluée de façon positive et considérée comme preuve de l'effet des forces de marché. Cependant, la fracture sociale n'a pas été abordée de façon appropriée. Tout comme cela est le cas aujourd'hui, la compétitivité nécessaire ne doit se faire au détriment de la protection sociale. L'UE n'a pas toujours réservé un traitement égal aux nouveaux pays comparé aux États membres plus anciens. Les premiers ont longtemps été sous-représentés. En tant que nouveaux « missi dominici » (envoyés spéciaux), des représentant-e-s se rendaient sur place pour leur dicter de façon unilatérale comment ils devaient s'adapter. Je me souviens du constat amer porté par les ministres polonais et les syndicalistes que ces personnes considéraient le pays comme une « réserve ». Néanmoins, les pays adhérents ont également éprouvé des difficultés à changer leurs habitudes. Tout d'abord, ils ont eu l'impression que les réformes étaient menées dans l'intérêt de l'UE alors qu'elles étaient nécessaires pour le pays en question. Ensuite, une approche ferme et autocentrée était adoptée. Celle-ci ne portait pas assez sur la coopération et ne visait pas de réel dialogue avec les partenaires sociaux, ce qui débouchait sur une utilisation insuffisante des fonds de cohésion tel que je l'ai notifié dans mon rapport à Johannes Hahn, Commissaire européen chargé des négociations d'élargissement alors en fonction.

L'EZA, qui n'a pas été fondée en 1985 par hasard, a toujours déployé d'énormes efforts pour promouvoir le dialogue social dans les pays candidats à une adhésion (et de la même manière dans les États membres) et continuera sur cette lancée de façon intensive. La formation au dialogue reste une priorité absolue et constitue un processus d'apprentissage commun. Malgré une désillusion au sein de la population, la conviction demeure qu'un élargissement de l'Union européenne était nécessaire et constitue un parcours positif et empreint d'améliorations. Lorsque je demande à des amis de l'Europe de l'Est quel a été le plus gros changement pour eux, ils me répondent toujours : la liberté d'aller et de vivre où nous le souhaitons. Dans la perspective d'éventuelles nouvelles adhésions, il est nécessaire de procéder à une réforme du processus décisionnel de l'UE. Une coopération étape par étape doit mener à une pleine adhésion. Après certaines réticences par le passé, la guerre et les menaces à nos frontières pourraient nous ramener aux bases de l'Union européenne : un projet de paix. Cela serait, une fois de plus, pertinent pour des jeunes anxieux. La liberté, la paix et les valeurs continueront à étayer notre projet européen commun.

Luc Van den Brande
Président de l'EZA



SOMMAIRE :

4

ENTRE DÉCEPTION ET VOIE VERS L'AVENIR :

Le passage à l'euro en Bulgarie et
l'intégration des pays de l'Est

8

LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE 2004 ET 2007 :

Cinq conclusions sur l'avenir de l'UE

11

ENTRETIEN :

Konstantin Trenchev – dissident, fondateur
de syndicat et témoin contemporain

14

COMMENTAIRE :

L'UE n'est pas une solution miracle

15

ACTUALITÉS DE L'EZA

16

ADRESSE

ENTRE DÉCEPTION ET VOIE VERS L'AVENIR

Ce que le passage à l'euro en Bulgarie dévoile sur l'intégration des pays de l'Est



JOURNALISTES EN GRÈVE EN BULGARIE | ILS REVENDIQUENT UNE MEILLEURE RÉMUNÉRATION DE LEUR TRAVAIL.

TEXTE : Lukas Fleischmann

PHOTOS : Lukas Fleischmann/ Le Parlement Européen

Il s'agissait d'un projet de portée historique : le 1er mai 2004, dix pays, dont huit d'Europe centrale et orientale ainsi que Malte et Chypre, ont adhéré à l'Union européenne. La Bulgarie et la Roumanie ont suivi en 2007. Malgré l'immense euphorie initiale et

une croissance économique en constante évolution, un désenchantement et euroscepticisme accru se sont installés dans bon nombre de ces pays. Les syndicats sont également déçus. D'où vient ce climat défavorable et est-il justifié ? Partons à la recherche d'explications.

Sofia, en mai 2025 : plusieurs centaines de journalistes et syndicalistes se sont rassemblés sur un carrefour dans le centre-ville de Sofia et font grève. Dans le cadre de cette action, ils revendiquent une hausse salariale de 15 pour cent. « Actuellement, deux tiers de mon salaire sont consacrés à mon loyer », explique une rédactrice de l'agence de presse bulgare. « Nous fournissons un travail important pour la démocratie et la société et ce n'est pas assez reconnu. » Cette grève ne constitue qu'une action parmi tant d'autres organisées ces jours-là. En raison d'un mouvement de grève d'employés des transports publics, la moitié de la ville est paralysée. En 2026, la Bulgarie passera de sa monnaie nationale, le lev, à l'euro. Cette étape renforcera davantage l'intégration européenne. Beaucoup d'habitant-e-s du pays redoutent par ce passage à l'euro une hausse des prix et une diminution des prestations sociales vu que le gouvernement bulgare devra respecter des critères budgétaires plus stricts. La grève dans de nombreux secteurs ne survient donc pas par hasard. « Tout le monde éprouve quelques craintes également suscitées par l'absence de réelle campagne d'informations à ce sujet », déclare Dimitar Manolov, président de PODKREPA, deuxième syndicat bulgare et membre de l'EZA. Le syndicat participe également à ces mouvements de grève. Il ajoute : « Certains responsables politiques jouent sur les craintes des gens. »

Le repli nationaliste

Maria, guide de montagne, partage ces craintes. Elle travaille en tant que guide touristique dans le parc national Rila situé à environ une heure et

demie au sud de la capitale. « Nous sommes Bulgares et devrions plus nous entendre sur ce fait. Je crains qu'avec l'euro ma vie ne coûte encore plus cher ici. Qu'est-ce que nous apporte donc l'Europe ? » Dimitar Manolov entend ces craintes, mais affirme tout de même : « Pour la plupart des Bulgares, l'adhésion à l'UE était une bonne chose. Cependant, la décision de l'UE d'accepter le pays était politique et non économique ». Toutefois, Manolov pense que l'entrée dans la zone euro est judicieuse : « Bien entendu, des hausses de prix surviennent dans le cadre de tels processus, mais les salaires suivront. La Bulgarie deviendra un pays européen moyen en matière de prix et de salaires. »

La communication et des conclusions erronées

L'exemple de l'entrée dans la zone euro illustre plusieurs problèmes fondamentaux qui hantent les pays d'Europe centrale et orientale candidats à une adhésion depuis plus de vingt ans. « Le rêve européen n'a pas apporté d'améliorations pour de nombreuses personnes », affirme Marta Kahancová. Elle dirige l'institut de recherche slovaque Central European Labour Studies Institute (CELSI). Dans le cadre de ses recherches, elle a étudié les pays d'Europe centrale et orientale ces vingt dernières années avec ses collègues et publié les résultats. Elle déclare : « En ce qui concerne les conditions de travail, les attentes en matière de convergence étaient élevées, en particulier par rapport aux salaires. Nous savons que cela ne s'est pas matérialisé. »



DIMITAR MANOLOV, PRÉSIDENT DE PODKREPA



ELMAR BROK LORS D'UN SÉMINAIRE AVEC LES NOUVEAUX PAYS EN VOIE D'ADHÉSION EN 2002

Le PIB de la Bulgarie se situe bien en-dessous de la moyenne européenne. La situation sur le marché du travail a jusqu'à présent poussé en particulier de nombreux jeunes de partir à l'étranger. En même temps, la Bulgarie perçoit des moyens financiers de la part de l'UE supérieurs à la moyenne. En 2024, le montant s'élevait à presque 2 milliards d'euros, ce qui correspond à environ 2,3 % du produit national brut. Malgré une hausse constante des PIB, de nouvelles chaînes de valeur et une augmentation des investissements, la majorité des pays d'Europe centrale et orientale qui ont adhéré à l'UE en 2004 et 2007 sont à la traîne. S'y ajoutent des institutions publiques faibles et des gouvernements instables marqués par de fréquentes élections. Rien qu'en Bulgarie, le Parlement a été élu à sept reprises au cours de ces quatre dernières années. Pour Marta Kahancová, cela mène au décalage suivant : « Un PIB en hausse n'entraîne pas automatiquement de meilleures conditions de travail ou des salaires plus élevés. Il s'agit là d'une conception très néolibérale. »

Un dialogue social que presque personne n'est capable d'assurer

Ce déséquilibre constitue tant la cause que la conséquence d'un dilemme européen : le modèle social européen et le dialogue social n'aboutissent que très lentement. « Dans les pays occidentaux, l'État se limite à établir les conditions nécessaires au dialogue social tandis que dans les pays d'Europe centrale et orientale, il joue un rôle très important. Tant les syndicats que les organisations patronales considèrent dans un premier temps l'État comme interlocuteur avant d'échanger ensemble », affirme Marta Kahancová. Les intérêts sont souvent mis en œuvre par des lois et non par le système de négociation prévu à cet effet. Marta Kahancová : « À la

place d'investir dans le développement du dialogue social et de négociations collectives, les partenaires sociaux préfèrent utiliser leurs ressources limitées pour influencer sur la législation. Ils préfèrent ne pas prendre de risques. Les lois sont contraignantes. » Elles servent surtout des parties prenantes particulières. Dans la recherche, ce phénomène est qualifié de « capture de l'État » (« captured state » en anglais).

Des problèmes historiques et inégalité d'accès

La capture d'État constitue une conséquence de la tradition post-communiste des pays d'Europe centrale et orientale. Des traditions corporatistes courantes depuis des décennies en Europe occidentale et septentrionale n'existaient tout simplement pas. Les syndicats relevaient en général du parti communiste et ainsi de l'État. Cette tendance a été complètement inversée lors de la transition de régime dans les années 1990 et s'est surtout manifestée lors des négociations d'adhésion. Elmar Brok (parti allemand de l'Union chrétienne-démocrate, CDU) était rapporteur au Parlement européen lors des processus d'adhésion. Il est considéré comme un des bâtisseurs de l'élargissement de l'UE à l'Est par ses rapports Brok. « Les années 90 étaient synonymes de catastrophe absolue, car on croyait pouvoir pratiquer une économie de marché sans mécanismes de péréquation sociale. » La stabilité sociale aurait joué un rôle secondaire en comparaison avec la croissance économique. Dimitar Manolov, président de PODKREPA, admet honnêtement : « Nous n'avions pas d'expérience [en faisant référence aux années 1990, N.D.R.]. Nous ne savions pas ce qu'était le syndicalisme, nous devions partir d'une page plus que blanche. » Avec le soutien de partenaires occidentaux, de nouveaux membres tels que PODKREPA ont appris les bases et principes du dialogue social.

Un processus inachevé

À ce jour, ce processus n'est pas encore achevé. Les études de Marta Kahancová ont démontré : « Les partenaires sociaux dans les pays d'Europe de l'Est rencontrent des difficultés d'accès. Ils ne disposent pas encore des compétences linguistiques ou connaissances pour prendre pleinement part au dialogue social européen. L'Union européenne a dépensé beaucoup d'argent dans le renforcement des capacités. Il n'est pas certain que cela ait porté ses fruits. » Ce déséquilibre d'accès a mené à de fausses idées sur le rôle de l'UE dans la politique sociale nationale : « Ils devaient d'abord comprendre que l'Europe ne remportait pas les combats qui devaient normalement être menés dans le pays », affirme Marta Kahancová. Elmar Brok ajoute : « Des syndicats nationaux indépendants et forts n'existaient pas et n'existent parfois toujours pas à l'heure actuelle. À l'époque, cela n'était pas favorable au développement d'un rôle fort du socle social d'une économie de marché sociale. »

Des Européen·ne·s de seconde zone ?

Outre les syndicats faibles et les gouvernements plutôt instables, une inégalité de traitement des nouveaux États membres de l'UE constitue une des raisons de l'actuel euroscepticisme. « Après 2004, des erreurs lourdes, pour ainsi dire impardonnables, ont été commises » déclare Günter Verheugen (Parti social-démocrate d'Allemagne, SPD). De 1999 à 2004, il a été Commissaire à l'Élargissement de l'UE dans la Commission européenne de Romano Prodi. « La plupart des nouveaux pays de l'UE ont été traités comme des membres de seconde zone. Ils conservent cette impression encore aujourd'hui. » Selon lui, cela expliquerait la frustration et la déception partagées par une grande partie de la population. Selon Monsieur Verheugen, ce jugement erroné persiste encore aujourd'hui et s'illustre bien par l'occupation de postes de fonctionnaires au sein des institutions européennes. « Un quota est d'application pour les plus hauts postes de Commissaires. La Commission veille également à ce que tous soient représentés pour les postes de directeurs généraux, soit les plus hauts fonctionnaires.



MARIA PETROVA DE PODKREPA

Cependant, dans les échelons plus bas, la situation devient morose. Cela ne fait que renforcer ce sentiment de second rang. » Un manque d'accès à la formation et à l'embauche au sein des institutions européennes se conjugue à une administration composée de trop peu de personnes des États membres d'Europe centrale et orientale. Cette inégalité de traitement a entre autres mené à ce que l'intérêt de coopérer avec d'autres acteurs internationaux s'est accru, déclare Monsieur Verheugen : « Si nous sommes aujourd'hui confrontés au fait que tous nos nouveaux membres sont fidèlement attachés aux États-Unis et se distancient, par exemple, de l'émancipation stratégique européenne des États-Unis, cela est en partie dû au fait que les États-Unis se sont activement occupés de ces pays à partir de 1990. »

Un regard vers l'avenir

Malgré les obstacles et entraves, la transition et l'intégration commencent lentement à porter leurs fruits, en particulier pour de jeunes travailleur·euse·s. Maria Petrova travaille en tant que présidente du mouvement de jeunesse de PODKREPA à Sofia et dit : « Depuis trois ou quatre ans, de jeunes travailleur·euse·s reviennent de l'étranger parce qu'ils comprennent que la situation générale et les conditions de travail se sont améliorées en Bulgarie. » Il y aurait certes beaucoup de personnes à orientation nationaliste dans cette tranche d'âge, mais la majorité se sentirait désormais européenne. « Beaucoup de jeunes reconnaissent les avantages de projets tels qu'ERASMUS+, par exemple. Je pense que nous pouvons être des citoyens et citoyennes européen·ne·s. » Le pays et l'UE devront encore parcourir un long chemin pour parvenir à un renforcement durable de l'intégration européenne. La Bulgarie représente les problèmes que rencontrent la plupart des pays en voie d'adhésion d'Europe centrale et orientale : un dialogue social faible avec des gouvernements chancelants sur le plan national couplé à une inégalité de traitement avec un déficit d'informations concernant l'UE et ses institutions. « Malgré tous ces déficits, l'élargissement constituait un succès énorme. Cependant, nous devons fournir de meilleures explications à notre population et aux autres pays », conclut Elmar Brok.



GÜNTER VERHEUGEN AVEC ROBERTA METSOLA, PRÉSIDENTE DU PARLEMENT EUROPÉEN, LORS DES CÉLÉBRATIONS DU 20E ANNIVERSAIRE DE L'ÉLARGISSEMENT DE L'UE À L'EST EN 2024

LES LEÇONS TIRÉES DE 2004 ET 2007

La signification des expériences d'élargissement pour les processus d'adhésion actuels et les formes de participation syndicale



TEXTE : Lukas Fleischmann
PHOTOS : Adobe Stock

À l'heure actuelle, neuf pays figurent sur la liste de candidats à une adhésion à l'UE (l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, la Moldavie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine). Certains, comme la Géorgie et l'Ukraine, y figurent depuis peu, d'autres depuis des décennies. Cinq conclusions peuvent être tirées des négociations d'adhésion précédentes que les syndicats peuvent utiliser dans le cadre des négociations actuelles. Voici un aperçu.

1. Une gestion réaliste des attentes

Les expériences suite aux adhésions en 2004 et 2007 ont démontré : l'euphorie peut rapidement se transformer en déception et nourrir le populisme. L'idée qu'une adhésion à l'UE mènera à une harmonisation rapide des niveaux de vie est fausse. Günter Verheugen, ancien Commissaire européen à l'Élargissement (Parti social-démocrate allemand, SPD) le formule ainsi : « Cela constitue un problème de justifier l'élargissement uniquement par une amélioration des conditions de vie, donc des salaires plus élevés. Certes, après une adhésion, la situation s'améliore petit à petit, mais les attentes doivent être gérées de façon réaliste. » Cette gestion des attentes est également valable pour les syndicats sur place : un dialogue social national ne peut pas être orchestré depuis Bruxelles. « Jusqu'à présent, les systèmes de sécurité sociale relèvent d'une compétence nationale, également sous le Traité de Lisbonne », explique Elmar Brok, rédacteur des rapports Brok sur l'élargissement de l'UE au Parlement européen. « Et ce, pour de bonnes raisons : si la Bulgarie et la Roumanie, par exemple, souhaitaient des niveaux allemands, danois ou néerlandais, cela ne serait pas finançable. En effet, cela devrait être cofinancé par les autres pays de l'UE et il ne s'agit pas d'une compétence européenne. »

2. Une facilitation d'accès

Le dialogue social constitue une procédure compliquée et de longue haleine qui requiert les accès appropriés. Dans les pays d'Europe occidentale et septentrionale, cela a trop longtemps été sous-estimé concernant les nouveaux pays en voie d'adhésion. Afin que le modèle social européen et le dialogue social puissent également fonctionner dans de potentiels nouveaux États membres, un système de renforcement des capacités au point est nécessaire. Une approche vaste est particulièrement importante. Marta Kahancová de l'institut de recherche CELSI explique : « Les syndicats désignent souvent une seule personne qui parle bien anglais comme interlocuteur-trice international-e. Cette personne doit dès lors voyager partout et est simplement surmenée. La charge de l'échange international repose sur les épaules d'une seule personne dans bon nombre de syndicats. Cela débouche sur le fait que ces personnes sont souvent déconnectées des réalités dans les pays d'origine en question. » Les mesures de renforcement des capacités devraient couvrir

le syndicalisme de base afin de permettre une communication globale. Cela n'a pas été suffisamment le cas au cours des dernières années et a débouché sur le fait que de nombreux pays partenaires d'Europe centrale et orientale ne comprennent pas le jargon « bruxellois ». En outre, ce manque de visibilité et de capacité d'interaction à Bruxelles entraîne une inégalité de traitement.

3. Traitement égal des nouveaux partenaires

Selon l'avis de nombreux·ses expert·e·s, l'inégalité de traitement des nouveaux pays en voie d'adhésion constitue un problème central pour l'intégration européenne. Cette inégalité de traitement prévaut à plusieurs niveaux, nous explique Günter Verheugen : sur le plan institutionnel par l'occupation de postes au sein des institutions européennes, sur le plan parlementaire et intergouvernemental, par le fait d'ignorer les expériences d'Europe centrale et orientale. « Il s'agit de membres traités avec condescendance. Lors des réunions des chefs d'État et de gouvernement, on ne les écoute pas. Leurs propositions et idées ne sont pas suffisamment prises en compte dans de nombreux domaines. » Marta Kahancová abonde également dans ce sens : « Ils ont toujours le sentiment de ne pas être vraiment bienvenus. Ou ils ont d'abord été perçus comme concurrents, comme personnes qui volent des emplois, par exemple. La création d'interactions et de liens au-delà des frontières n'a pas bien fonctionné. » Des partenaires sociaux tels que les syndicats peuvent délibérément aborder ces problèmes par des mesures de dialogue, des séminaires, des actions conjointes, etc. À cet effet, une écoute attentive est primordiale lors de l'échange international. En tant que structures, les syndicats locaux et organisations de travailleurs jouissent d'une grande portée via leurs membres au sein de l'ensemble de la population. Ils peuvent bien évaluer l'état d'esprit et les situations critiques et déconstruire des préjugés et mythes courants. Selon Elmar Brok, l'UE se situe déjà sur la bonne voie dans ce domaine : « Aujourd'hui, un bon nombre de Commissaires importants viennent de pays d'Europe centrale et orientale. Par ailleurs, la fonction publique a entamé un processus de développement des ressources humaines de longue haleine, mais qui montre des signes d'amélioration. »

4. Une réforme de l'UE, synonyme de sortie du dilemme

Les syndicats ne prennent pas directement part à une réforme profonde de l'UE en tant que décideurs, mais ils peuvent fournir un travail de sensibilisation et de lobbying précieux. Selon l'avis de nombreux·ses expert·es, une réforme est indispensable si l'UE souhaite davantage procéder à une intégration et un élargissement. À l'heure actuelle, l'UE n'est simplement pas capable de s'élargir en dépit d'un nombre élevé de pays candidats à une adhésion. Dans l'immédiat, aucune unanimité nécessaire à un élargissement n'est de mise. « La dynamique d'élargissement et d'approfondissement est brisée. Nous ne pouvons pas escompter un nouveau traité de l'UE sous peu. Toute tentative de négocier un nouveau traité échouera dans les circonstances actuelles », nous dit Günter Verheugen. Elmar Brok (CDU) ajoute : « L'Union européenne doit être réformée, en particulier dans le domaine des processus décisionnels. Il s'agit là d'une condition indispensable. » Les gouvernements populistes en particulier se servent de l'impasse actuel en rejetant leur propre échec socio-politique sur l'UE et ses dysfonctionnements. Des candidats à une adhésion, l'UE et les partenaires sociaux tels que les syndicats devraient dès lors se poser la question si une adhésion en tant que membre à part entière constitue la seule voie possible. Elmar Brok plaide en faveur de divers niveaux d'intégration : « Certains pays, par exemple des Balkans occidentaux, attendent depuis des décennies. Entre-temps, nous devons déployer des efforts et procéder à des approfondissements dans certains domaines afin de leur montrer que nous sommes ouverts et souhaitons leur adhésion. La Norvège, l'Islande et la Suisse bénéficient d'un tel modèle alternatif qui mise sur des liens économiques sans être membres à part entière. »

5. Promotion du dialogue social et de l'État-providence comme modèle réussi

En fin de compte, le passé nous apprend que miser sur la croissance économique dope le PIB à court terme, mais peut mener à des inégalités de répartition au sein de la population à long terme. Cela exacerbe les

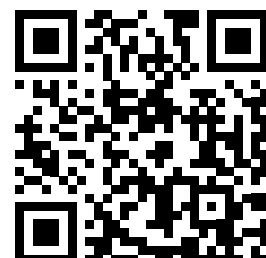


peurs de perte et tensions sociales. Or, le modèle social européen avec son État-providence développé constitue un modèle de péréquation réussi qui, s'il est bien mis en œuvre, peut assurer la stabilité et prospérité et être hautement efficace en cas de crise. Les syndicats peuvent promouvoir ce modèle en déconstruisant les mythes néolibéraux qui assimilent la croissance économique générale avec une amélioration globale de la qualité de vie ou des conditions de travail.

Un État-providence social doté de mécanismes de péréquation ne signifie néanmoins pas pouvoir se servir d'une profusion d'allocations sociales. Actuellement, il n'est pas possible d'assurer les mêmes allocations sociales dans tous les pays. Cela doit également être pris en compte, tant dans la communication que dans la conception des politiques. « Il est important de veiller à un équilibre entre politique sociale et compétitivité », affirme Elmar Brok. « L'aspect social dans la concurrence est souvent passé à la trappe. Que signifie, par exemple, le Pacte vert européen pour un ouvrier de chantier naval à Gdansk ou pour un ouvrier métallurgiste en Europe de l'Est ? Seulement maintenant, j'ai l'impression que nous sommes à nouveau sur la voie de trouver cet équilibre. »

Informations complémentaires : Le podcast « We Work Europe »

Dans l'épisode actuel du podcast « We Work Europe », nous vous emmènerons à la grève des journalistes à Sofia. Par ailleurs, nous vous donnerons un aperçu de l'histoire des négociations d'adhésion avec l'ancien Commissaire européen Günter Verheugen et l'ancien eurodéputé Elmar Brok. Pour écouter les épisodes, scannez simplement le code QR ou consultez le site web suivant : we-work-europe.podigee.io.



« AUJOURD'HUI, NOUS SOMMES DÉSILLUSIONNÉS »

Konstantin Trenchev : dissident, activiste, fondateur de syndicat et témoin du passé et de l'avenir des syndicats européens



KONSTANTIN TRENCHÉV, DISSIDENT, ANCIEN PRISONNIER POLITIQUE ET FONDATEUR DE SYNDICAT

ENTRETIEN : Lukas Fleischmann
PHOTOS : Lukas Fleischmann/Adobe Stock

Mécontent du régime communiste, le Dr Konstantin Trenchev a fondé le syndicat PODKRE-PA (« soutien, assistance » en français) dans la clandestinité le jour de son anniversaire, le 8 février 1989 à Sofia. Victime de nombreuses représailles et incarcérations, il est devenu l'un des dissidents les plus célèbres de Bulgarie. Dans cet entretien, il nous parle de sa liberté durement acquise et de la raison pour laquelle il est aujourd'hui déçu de l'Union européenne en particulier.

EZA : Monsieur Trenchev, vous avez commencé à vous opposer sur le plan politique en 1988. Quelle était votre motivation ?

Trenchev: À 33 ans, je suis devenu l'un des premiers membres d'une organisation de défense des droits humains en Bulgarie. Celle-ci avait été nouvellement fondée par d'anciens prisonniers politiques et dissidents en réaction à la politique de glasnost et de perestroïka de Gorbatchev. En outre, j'ai toujours été mécontent du régime. Pendant mes études de médecine et par la suite dans le cadre de mon activité de chirurgien, je découvrais sans cesse des traitements de France ou d'Allemagne, mais qui étaient tout simplement interdits par le régime en Bulgarie.

EZA : Comment êtes-vous passé de militant des droits humains à syndicaliste ?

Trenchev: À l'époque, le syndicat constituait la seule forme d'opposition qui était « acceptée » dans une certaine mesure. Se qualifier ouvertement d'homme politique était beaucoup trop dangereux. Se syndicaliser était quelque chose d'intermédiaire. C'est la raison pour laquelle tant de personnes ont adhéré par la suite, sous peine d'être trop persécutées. J'ai en quelque sorte été pris en otage par mes propres actions et ai été obligé de continuer.

EZA : L'anecdote selon laquelle PODKREPA a été fondé le jour de votre anniversaire est-elle vraie ?

Trenchev: Oui. Le 8 février 1989, jour de mon anniversaire, nous avons prétexté une fête de famille pour rassembler des dissidents et militants sans que les services secrets ne tirent la sonnette d'alarme. Le jour même, après signature du procès-verbal constitutif, le syndicat PODKREPA, deuxième syndicat indépendant en Europe de l'Est après Solidarność en Pologne, a vu le jour. Tous les membres étaient des militants ou intellectuels sans casier judiciaire ou autres.

EZA : L'anecdote selon laquelle PODKREPA a été fondé le jour de votre anniversaire est-elle vraie ?

Trenchev: Oui. Le 8 février 1989, jour de mon anniversaire, nous avons prétexté une fête de famille pour rassembler

des dissidents et militants sans que les services secrets ne tirent la sonnette d'alarme. Le jour même, après signature du procès-verbal constitutif, le syndicat PODKREPA, deuxième syndicat indépendant en Europe de l'Est après Solidarność en Pologne, a vu le jour. Tous les membres étaient des militants ou intellectuels sans casier judiciaire ou autres.

EZA : Que s'est-il passé après la fondation ? L'avez-vous rendue publique ?

Trenchev: À l'époque, le Code du travail bulgare ne précisait pas comment créer un syndicat. Les communistes étaient certains de leur maîtrise complète et pensaient que les travailleurs étaient de toute façon de leur côté. Aucune interdiction formelle n'était donc appliquée. Cependant, lorsque nous avons déposé le procès-verbal constitutif au tribunal, l'inscription a été refusée. Néanmoins, nous avons déclaré PODKREPA comme syndicat indépendant. Ce n'est qu'alors que la véritable répression a débuté.

EZA : Que s'est-il passé concrètement ?

Trenchev: Ils ont fouillé ma maison. Ensuite, un incident décisif est survenu. À l'époque, la minorité turque de Bulgarie était absolument privée de ses droits par le régime. Ils ont été contraints de remplacer leurs noms turcs par des équivalents bulgares et n'avaient plus le droit de se rendre à la mosquée ni de parler turc. Nous n'avons cessé de dénoncer cette injustice. En mai 1989, nous avons organisé une grève de la faim avec des Bulgares et des Turcs. C'était notre seule arme à l'époque.

EZA : Quelle a été la réaction du régime ?

Trenchev: Les communistes ont organisé une contre-manifestation avec des pancartes sur lesquelles figuraient « Mort au traître » et « Mort à Trenchev ». Des photographes américains ont immortalisé cette scène. Jusqu'à la chute du régime, je suis ainsi devenu une des personnes les plus célèbres, mais aussi l'une des plus menacées en Bulgarie et je me suis retrouvé en prison.

« NOUS ÉTIIONS RAVIS DE POUVOIR FAIRE PARTIE DE LA FAMILLE EUROPÉENNE. AUJOURD'HUI, CE N'EST PLUS LE CAS : NOUS SOMMES DÉSILLUSIONNÉS. »

EZA : Comment s'est déroulée cette détention et combien de temps avez-vous été incarcéré ?

Trenchev: Le 21 mai, ils nous ont emprisonnés et placés en isolement cellulaire pour militants politiques sur ordre des enquêteurs. Nous sommes restés emprisonnés durant tout l'été. L'Organisation internationale du travail a demandé au gouvernement pourquoi ils emprisonnaient des gens pour leurs activités syndicales. En septembre, ils nous ont littéralement expulsés de la prison sans aucune justification. Trois pays nous ont proposé l'exil politique, à ma femme et moi : les États-Unis, la France et l'Allemagne. Ma femme est partie et je suis resté pour voir l'évolution de la situation. En novembre, un putsch au sein du parti a alors provoqué la chute du régime.

EZA: Comment PODKREPA a évolué après la chute du Rideau de fer ?

Trenchev: Les premières années après la chute du régime ont été très dynamiques. Plusieurs grèves ont eu lieu. Beaucoup de syndicalistes de l'Ouest sont venus pour nous montrer comment développer un syndicat puissant. Nous ne connaissions que les « syndicats » communistes, qui n'étaient autres que de simples courroies de transmission du parti. Nous avons structuré PODKREPA sur le plan territorial et par la suite par secteur d'activités. Nous avons ainsi développé un réseau stable et efficace. Nous avons organisé plusieurs grèves nationales jusqu'à la chute du dernier gouvernement socialiste en 1997.

EZA : Quelle était la situation politique à l'époque ?

Trenchev: La politique était et est encore aujourd'hui marquée par la corruption et l'oligarchie. Après l'effondrement du communisme, les anciens cadres se sont partagé leurs réseaux et l'argent. Des investissements occidentaux à grande échelle ont été bloqués. Cela a eu pour conséquence que trois millions de Bulgares ont quitté le pays. C'est pourquoi, paradoxalement, nous n'avons pas été confrontés à de graves problèmes de chômage. Les gens s'expatriaient tout simplement.

EZA : Le 15 février 2000, les pourparlers officiels d'adhésion à l'UE ont débuté et ont abouti à l'adhésion de la Bulgarie à l'UE en 2007. Que signifiaient ces discussions pour vous ?

Trenchev: Nous étions ravis de pouvoir faire partie de la famille européenne. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas : nous sommes désillusionnés. Le premier problème a été la com-

munication. Beaucoup de personnes ont cru qu'en adhérant à l'UE, la situation s'améliorerait nettement du jour au lendemain, que nous atteindrions immédiatement le niveau de vie occidental. Ce n'était évidemment pas le cas. Aujourd'hui, ce qui me dérange le plus, c'est que Bruxelles dicte tout, il n'y a pas assez de souveraineté nationale. Nous sommes confrontés à des problèmes spécifiques à la Bulgarie qui ne peuvent pas être résolus par Bruxelles.

EZA : Quel a été le rôle de PODKREPA dans ces discussions ?

Trenchev: On nous a seulement demandé si nous étions d'accord. Nous n'avons pas été invités à faire partie de la délégation bulgare de négociation malgré notre insistance. Nous avons créé une commission syndicale nationale pour l'intégration européenne et avons surtout transmis des informations sur le modèle social européen à nos structures. Nous avons donc soutenu le processus en organisant des campagnes, des formations, etc. sur l'acquis social et les relations de travail européennes.

EZA : Qualifieriez-vous donc l'adhésion d'erreur ?

Trenchev: Non, certainement pas. Cela a apporté d'énormes avantages : nous pouvions travailler et voyager où nous voulions, nous pouvions acheter des choses que nous n'avions pas auparavant. Aujourd'hui, de jeunes expatrié-e-s reviennent de France ou d'Allemagne en Bulgarie. L'Allemagne n'est plus l'Allemagne de 2005. La crise économique dans les autres pays les pousse (les Bulgares, N.D.R) à revenir au pays.

EZA : En Bulgarie, le PIB a plus que doublé depuis 2007. D'un point de vue purement économique, le pays profite donc énormément de l'UE ?

Trenchev: Pas spécialement, car les chiffres doivent être considérés dans leur contexte. À l'époque socialiste, un appartement de 130 mètres carrés coûtait 7 000 leva (3 500 euros). Aujourd'hui, le prix se situe entre 200 000 et 300 000 euros. C'est disproportionné.

EZA : Comment voyez-vous l'avenir de l'Europe ?

Trenchev: Je crains qu'une catastrophe guette. Nous sommes simplement différents – les Allemands, Français, Bulgares, Scandinaves. Cependant, Bruxelles pense de manière uniforme. Nous ne deviendrons jamais les États-Unis d'Europe. Le modèle doit être corrigé pour réduire les tendances centrifuges qui déchirent actuellement l'Union. Il faut tout de même garder un optimisme modéré !



L'UE N'EST PAS UNE SOLUTION MIRACLE, MAIS ELLE ASSURE UN AVENIR DURABLE

Commentaire de Ljbuhan Bulić, chargé d'affaires dans la formation auprès de l'EZA

Dans certains nouveaux États membres de l'UE, il est souvent question de déception suite à l'adhésion à l'UE. Cela est-il justifié ? Seulement en partie. Les attentes étaient trop élevées et donc irréalistes et de nombreux pays affichaient du retard dans leurs « devoirs » sur le plan national. L'UE n'était jamais censée transformer un pays en paradis du jour au lendemain. Elle offre un cadre : un marché important, des règles claires, des financements et un ancrage solide à l'État de droit. Ce qu'en tirent les citoyen·ne·s dépend de ce que nous réalisons nous-mêmes. Pourtant, en Bosnie-Herzégovine, 70 % des citoyen·ne·s sont en faveur d'une adhésion et affichent ainsi un réel soutien à une potentielle adhésion. Cet optimisme n'est pas sans fondement.

Au début des années 2000, le niveau des revenus en Bosnie-Herzégovine s'approchait de celui de plusieurs pays qui ont adhéré à l'UE par la suite. Deux décennies plus tard, ces pays ont progressé de façon considérable. L'écart s'est creusé, non pas parce que Bruxelles avait accompli des miracles, mais bien parce que l'adhésion a débouché sur des réformes, ouvert au marché unique et attiré des investissements dans des emplois plus productifs. Ces paramètres accroissent le niveau de vie dans le temps. De ce point de vue, l'espoir de la Bosnie-Herzégovine est simple : un avenir dans lequel les citoyen·ne·s peuvent être confiant·e·s, prévisible, équitable et ressenti au quotidien. Cet espoir se traduit par des règles claires et mises en place de façon équitable, des institutions plus fortes et moins de corruption. Cela signifie également un accès à un marché plus vaste qui peut attirer des investisseurs et créer de meilleurs emplois dans le pays. Les citoyen·ne·s désirent des frontières plus sûres, une confiance renforcée à l'égard des services publics et un système de justice valable et égal pour tous et toutes. Pour les citoyen·ne·s, une adhésion à l'UE rime avec liberté d'étudier, travailler et voyager et l'assurance

que les droits seront protégés. En résumé, l'UE garantit stabilité, opportunités et une véritable chance de briser le cycle d'expatriations des plus talentueux pour réussir.

Pour les jeunes en particulier, cet espoir revêt une signification très concrète. Ils désirent un bon début professionnel, une véritable voix et une raison de rester. Par bon début professionnel, on entend une formation en adéquation avec le marché du travail, des stages payés au lieu d'« expérience » non rémunérée et des premiers emplois définis par des contrats et soumis à la protection sociale. Une véritable voix est synonyme d'intégration réelle dans l'élaboration de politiques. Une raison de rester équivaut à des salaires qui s'approchent des niveaux salariaux de l'UE, un logement abordable et des services publics modernes. Les valeurs importent également : un air plus propre, une égalité de traitement, un gouvernement transparent et un État de droit. Ils désirent un État où le mérite prévaut sur les accointances, où la création d'une entreprise ne dure pas des mois et où les syndicats et les employeurs travaillent avec le gouvernement pour améliorer la vie active au lieu de mener un dialogue de sourds. Si l'adhésion à l'UE constitue un levier pour mettre en place ces changements, alors l'intégration est porteuse d'avenir et ne constitue pas uniquement un slogan.

Certains pourraient prétendre que des alternatives à une adhésion à l'UE existent. Cependant, aucune de ces alternatives ne propose la même combinaison d'accès à un vaste marché, règles prévisibles, libertés, financement, normes de travail et protections pour les citoyen·ne·s. La conclusion est simple : l'UE ne résoudra pas tous leurs problèmes à leur place, mais elle reste la voie la plus fiable pour les citoyen·ne·s en Bosnie-Herzégovine, en particulier les jeunes, afin de construire un avenir digne dans leur pays.

ACTUALITÉS DE L'EZA

L'EZA intègre la Coalition mondiale pour la justice sociale

L'EZA a intégré la Coalition mondiale pour la justice sociale lancée par le directeur général de l'OIT (Organisation internationale du travail). Il s'agit d'une initiative de l'OIT qui s'engage en faveur de conditions de travail équitables sur le plan social et d'un travail décent. Cette adhésion souligne le rôle central d'organisations de travailleurs dans le cadre de l'ancrage mondial de normes du travail équitables et du droit à la protection et au respect dans le monde du travail. La coalition accorde une grande importance à la reconnaissance des droits du travail en tant que partie intégrante des droits humains et à la protection mondiale de ces droits. Ensemble, nous pouvons concevoir le monde du travail de façon plus équitable et ainsi contribuer de façon durable aux objectifs des Nations Unies pour un travail décent et une justice sociale.



Nouveau membre de l'EZA

Nous souhaitons la bienvenue à la KVV (Katholischer Verband der Werktätigen) !

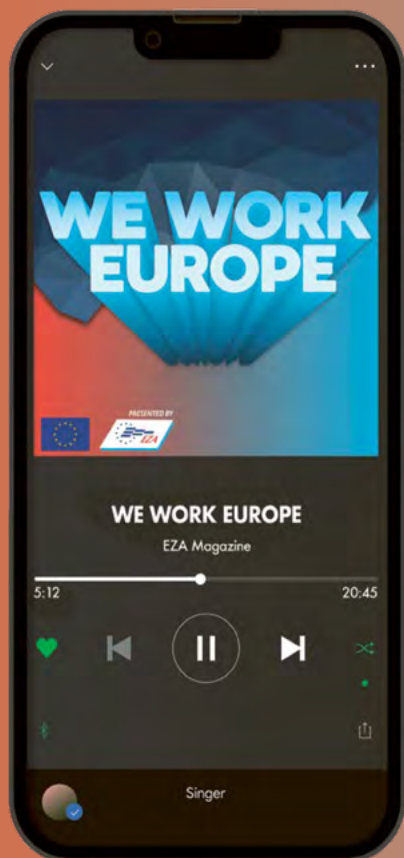
Nous sommes ravis d'accueillir un nouveau membre au sein de notre réseau européen : l'association catholique des employés du Sud-Tyrol du Sud ! La KVV est une organisation sociale riche de traditions fondée en 1948 et fortement ancrée dans la région. Elle s'engage activement en faveur de justice sociale, solidarité, développement durable et valeurs chrétiennes sociales. Dotée d'une charte claire qui place l'être humain au centre, la KVV s'engage pour des conditions de vie justes, l'égalité des chances et une participation active à la société et cela, indépendamment de l'origine, l'âge ou du statut social.

La collaboration étroite de plus de 1 900 bénévoles et d'environ 100 employé·e·s qui assurent un éventail impressionnant de services sociaux via 234 groupes locaux et une multitude de domaines d'expertise dans l'ensemble du Tyrol du Sud est particulièrement remarquable. En tant que nouvelle voix du réseau de l'EZA, la KVV apporte non seulement une expérience de longue date, mais également des idées novatrices, un engagement citoyen et un fondement robuste de responsabilité sociale.





MAGAZINE



WE WORK EUROPE

Le magazine d'EZA pour vos oreilles

Dès aujourd'hui, vous pouvez écouter gratuitement le nouveau podcast d'EZA, **We Work Europe**, sur votre smartphone ou votre PC, dans le confort de votre maison ou en déplacement. À l'avenir, trois épisodes seront publiés pour chaque magazine EZA et apparaîtront sur toutes les plateformes de podcast.

Pour **We Work Europe**, nous voyageons dans toute l'Europe et rencontrons des centres membres et des experts dans le domaine du travail. Nous discutons avec eux des affaires courantes et observons les développements du dialogue social et de la politique sociale européenne.

We Work Europe est une production d'Escucha - Culture for the Ear au nom d'EZA. Vous pouvez trouver le podcast sur toutes les plateformes populaires : Apple Podcasts, Audible, Google Podcasts, Spotify et sur de nombreux autres podcasters. N'hésitez pas à nous laisser un commentaire et à recommander le podcast à d'autres personnes ! Scannez le code avec votre smartphone et accédez directement à la plateforme de votre choix !



ADRESSE

Publication

EZA – Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2 53639 Königswinter
Tel. +49 - 22 23 - 29 98 - 0
E-Mail: eza@eza.org
www.eza.org

Rédaction

Sigrid Schraml, Lukas Fleischmann (rédacteur responsable), Katrin Brüggem, Ljuban Bulić

Conception éditoriale et graphisme

Sofia Wunderling
wunderling.myportfolio.com

Fotos & illustrations

Lukas Fleischmann, Europäisches Parlament, Adobe Stock

Mode de parution

Trois numéros par an.



Financé par
l'Union européenne